**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL D'AHUILLE
DU 26 SEPTEMBRE 2019**

Date de convocation : le 19 septembre 2019

Conseillers en exercice : 14 Présents : 11 Absent(s) excusé(es) : 3 Pouvoirs : 2 Votants : 13 Majorité absolue : 7

L'an deux mille dix-neuf, le 26 septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Christelle REILLON, Maire.

Etaient présents : Christelle REILLON, Olivier RICOU, Nadège CHESNEAU, Sylvie LANDELLE, Maurice AUBRY, Roger BOILEAU, Laurent AILLERIE, Claudius BROCHARD, Myriam COUSIN-MANCEAU, Agnès PLANCHARD, Ellen RAVE-BARBEDETTE.

Absents Excusés : Damien GUERET (pouvoir à Nadège CHESNEAU), Géraldine BRICIER (pouvoir à Agnès PLANCHARD), Maud VINCHON-FAUCHER

Secrétaire de séance : Agnès PLANCHARD

Ordre du jour :

1. Délibération de principe autorisant le recrutement d'un agent contractuel pour le remplacement temporaire d'un agent titulaire ou d'un agent contractuel absent
2. Création d'un poste non permanent d'agent d'animation à temps non complet
Création d'un poste non permanent d'agent d'entretien polyvalent à temps non complet
3. Projet relatif à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise et Complément indemnitaire)
4. Désignation d'un coordonnateur communal du recensement de la population
5. Remboursement de frais de déplacement à Pauline Landais, membre de l'association CEA
6. Modification de la période d'exécution de la mission de service civique
7. Cession d'un terrain nu « les Vignes » à Méduane Habitat
8. Lotissement L'Orée des champs : poursuite de la seconde tranche
9. Rétrocession des espaces communs du lotissement de la Pincerie
10. Proposition d'ajout à l'ordre du jour : « Convention avec le département relative à l'aménagement de plateaux, bordures, de parkings et chicanes dans l'emprise des RD 251 et 545 sur la commune d'Ahuillé »
11. Décharge publique : délibération autorisant le Maire à consulter des bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués et à signer le devis
12. Contrat de maintenance pour le parc informatique
13. Budget 2019 / Budget principal : Décisions modificatives
14. Point d'informations rentrée scolaire 2019-2020
15. Informations diverses

Ajout d'un point à l'ordre du jour

Madame le Maire propose aux membres du Conseil Municipal d'ajouter à l'ordre du jour un point relatif à la convention avec le département relative à l'aménagement de plateaux, bordures, de parkings et chicanes dans l'emprise des RD 251 et 545 sur la commune d'Ahuillé.

Le Conseil Municipal approuve cet ajout à l'unanimité des membres présents.

1- Délibération de principe autorisant le recrutement d'un agent contractuel pour le remplacement temporaire d'un agent titulaire ou d'un agent contractuel absent**Délibération n°072-2019**

Madame le Maire expose,

Afin d'assurer le remplacement d'un agent titulaire ou contractuel temporairement indisponible (temps partiel / congé annuel / congé de maladie / congé de maternité / congé d'adoption / congé parental / congé de présence parentale / congé de solidarité familiale...), une délibération doit être référencée au contrat autorisant la collectivité à recruter du personnel contractuel conformément aux dispositions prévues par la loi.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3-1,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide d'agents indisponibles ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- d'AUTORISER Madame le Maire, pour la durée restante de son mandat, à procéder au recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés au remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

- de CHARGER Madame le Maire de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées et leur profil ;
- de PREVOIR à cette fin une enveloppe de crédits budgétaires suffisantes chaque année ;

d'AUTORISER Madame le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

2- Création de deux postes non permanents à temps non complet d'agent d'animation et d'agent d'entretien polyvalent, pour un accroissement temporaire d'activité**Délibération n°071-2019**

Madame le Maire informe l'assemblée délibérante,

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Madame le Maire propose à l'assemblée délibérante,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 1°), 3 2°) et 3-1,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois adopté par délibération n° 017/2019 du 28 février 2019,

Considérant la nécessité de créer deux emplois non permanents, à compter du 1^{er} octobre 2019, pour faire face à la fluctuation des effectifs accueillis en périscolaire et en centre de loisirs en ce début de rentrée scolaire 2019-2020, et d'assurer la continuité du service,

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs soit jusqu'au 31 mars 2021) :

- Un poste d'Adjoint Territorial d'Animation à temps non complet de 12,88 / 35^{ème} rémunéré en référence à l'échelle indiciaire C1 du grade concerné,
- Un poste d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet de 13,08 / 35^{ème} rémunéré en référence à l'échelle indiciaire C1 du grade concerné.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, décide :

- D'ADOPTER la proposition du Maire,
- de MODIFIER le tableau des emplois,
- d'INSCRIRE au budget les crédits correspondants,
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} octobre 2019,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État,
- D'AUTORISER le Maire à signer les contrats de travail correspondants.

3- PROJET de délibération portant création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Délibération n°073-2019

Le conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20, modifiée

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88, modifiée

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifié

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, modifié

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, modifié

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les délibérations instaurant un régime indemnitaire en date du :

- 26 août 2014 (n° 86/2014) attribuant l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- 24 novembre 2016 (n° 134/2016) attribuant l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) pour les filières administrative, technique et animation,
- 11 juillet 2017 (n° 050/2017) instituant l'indemnité de responsabilité pour les régisseurs titulaires et suppléants,
- 9 octobre 2018 (n° 078/2018) attribuant la prime de fin d'année 2018.

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu le tableau des effectifs,

VU l'avis du Comité Technique en date du 16/10/2019.

et après en avoir délibéré, décide

Article 1 : Les deux composantes du RIFSEEP :

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et son expérience professionnelle (IFSE)
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

1- l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise :

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des **fonctions occupées par les fonctionnaires**. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) :

Le complément indemnitaire est lié **à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent**. Le versement de ce complément est facultatif.

Article 2 : Bénéficiaires

Le RIFSEEP est versé :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel à partir d'un an d'ancienneté dans la collectivité.

Article 3 : Détermination des critères et des montants en fonction des groupes

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Chaque cadre d'emplois peut être divisé en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

- **Catégorie A**

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : Secrétaire générale</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	8 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	6 390

- **Catégorie B**

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

REDACTEURS TERRITORIAUX		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : Direction d'une structure, responsable de un ou plusieurs services, secrétariat de mairie, fonctions administratives complexes</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	7 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	2 380

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

ANIMATEURS TERRITORIAUX		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex: Responsable d'un ou de plusieurs services</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	7 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques	2 380

				- qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	
--	--	--	--	---	--

- Catégorie C

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : gestionnaire comptable, agent d'accueil</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	6 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 260

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : Agent ayant une certaine autonomie ou responsabilité, responsable de service</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	6 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 260
Groupe 2	<i>Ex : Agent d'entretien, agent technique, agent polyvalent</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	5 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles	1 200

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : Gestion, encadrement et responsabilité d'un service</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	6 500	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 260

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		IFSE		CIA	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €	CRITERES D'ATTRIBUTION	MONTANT MAXI EN €
Groupe 1	<i>Ex : Animateur enfance-jeunesse, encadrement de proximité, sujétions, qualifications, ...</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	6 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles - capacités d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 260
Groupe 2	<i>Ex : Agent d'exécution, ...</i>	- Pilotage - Expertise et technicité - Sujétions	5 000	- résultats professionnels obtenus par l'agent, et la réalisation des objectifs - compétences professionnelles et techniques - qualités relationnelles	1 200

Article 4 : Réexamen du montant du RIFSEEP

Les montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

La part fonctionnelle (IFSE) peut varier selon le niveau de responsabilité, d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent
- pour les emplois fonctionnels, à l'issue de la première période de détachement

La part liée à l'engagement professionnel et à la manière de service (CIA) sera revue annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

Article 5 : Modalités de maintien ou de suppression du RIFSEEP

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- *En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service et de maladie professionnelle*, le RIFSEEP suivra le sort du traitement.
- *Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption*, le RIFSEEP sera maintenue intégralement.
- *En cas de congé longue maladie, grave maladie et longue durée*, le RIFSEEP sera suspendu.

Article 6 : Périodicité de versement

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel. Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel étant lié à l'entretien professionnel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7 : Règles de cumul

L'I.F.S.E. et le C.I.A sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- l'indemnité de régisseur

Le R.I.F.S.E.E.P est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RIFSEEP."

Article 8 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01 / 11 / 2019.

La ou les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont modifiées ou

abrogées en conséquence.

Article 9 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 10 : Voies et délais de recours

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

4- Désignation d'un coordonnateur communal du recensement de la population

Délibération n°074-2019

Madame le Maire expose,

Le recensement de la population est effectué par l'INSEE. Il est réalisé une fois tous les 5 ans dans les communes de moins de 10000 habitants. A Ahuillé, la campagne de recensement se déroulera du 16 janvier au 15 février 2020.

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

La procédure impose la désignation d'un coordonnateur communal. Celui-ci est responsable de la collecte, supervise et coordonne les opérations, met en place la logistique de l'organisation, encadre et forme les agents recenseurs et est l'interlocuteur privilégié de l'INSEE, afin de vérifier l'état d'avancement hebdomadaire.

Ses missions nécessitent qu'il soit disponible pendant la période de recensement. Il bénéficiera en outre, d'une formation aux concepts, aux procédures de recensement et à l'environnement juridique en octobre et novembre 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- De DESIGNER Madame Florence BOREL, agent en charge de l'accueil mairie et agence postale, comme coordonnateur communal ;
- d'AUTORISER Madame le Maire à signer toutes pièces matérialisant les présentes décisions.

5- Remboursement de frais de déplacement à Pauline Landais, membre de l'association CEA

Délibération n°075-2019

Madame le Maire expose,

Les frais engagés par les agents territoriaux font l'objet de remboursements, dès lors « qu'ils reçoivent d'une collectivité une rémunération au titre de leur activité principale » et que les déplacements sont nécessaires par l'exercice de leurs fonctions.

L'indemnisation peut également être accordée aux personnes ne recevant pas d'un employeur territorial une rémunération au titre de leur activité principale, sur décision de l'autorité territoriale ou de son délégataire (art. 2 décret du 19/07/01).

Madame Pauline LANDAIS, membre de l'association CEA, a participé à l'installation et au rangement d'un camp d'été de l'ALSH en juillet dernier. A cette occasion, elle a avancé des frais de repas les 15/07 et 19/07 (2 repas).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- D'AUTORISER le remboursement des frais engagés (2 repas) à Madame Pauline LANDAIS en application de l'indemnité forfaitaire de repas fixée pour les agents territoriaux à 15,25€ par repas ;

d'AUTORISER Madame le Maire à signer toutes pièces matérialisant les présentes décisions.

6- Modification de la période d'exécution de la mission de service civique

Délibération n° 042/2019 - RECTIFICATIF

Madame le Maire expose :

La mission de service civique de Rudy DESCHAMPS se terminera le 14 juillet 2019 à la bibliothèque. Pendant l'été, l'équipe de bénévoles assurera un service minimum.

La bibliothèque compte 380 adhérents et représente 7500 emprunts de livres et CD.

Il est proposé de lancer une mission de service civique pour 10 mois à compter du 1^{er} septembre 2019 avec le soutien de La Fédération départementale de la Mayenne – FAL53 (Ligue de l'Enseignement)

Le volontaire aura pour mission de participer à la gestion de la bibliothèque et de contribuer au développement de la lecture plaisir.

Ainsi, la Ligue de l'Enseignement 53 apportera son soutien pour le recrutement d'un jeune volontaire dans le cadre d'un service civique et contractera ainsi directement avec le jeune qui réalisera sa mission au sein de la bibliothèque d'Ahuillé.

Le montant de l'indemnisation mensuelle du jeune volontaire est de 473,04 € (pris en charge par l'Etat) auquel s'ajoute une indemnité de 107,59 € par mois au titre des frais d'alimentation et de transport (montant à charge de la commune).

Les crédits sont inscrits au BP 2019 au chapitre 012.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, décide :

- DE RECONDUIRE L'ADHESION à l'association de La Ligue de l'Enseignement FAL 53
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un volontaire en service civique avec la ligue de l'enseignement FAL 53 et tout document relatif à ce dossier.

7- Cession d'un terrain nu « les Vignes » à Méduane Habitat

Délibération n°076-2019

Madame le Maire expose,

Dans le cadre de l'étude réalisé en 2017-2018 avec le CAUE, la commune a étudié les possibilités de densification de l'habitat en cœur du bourg.

Le 1er février 2019, la commune a fait l'acquisition de la parcelle n° C809, sise LD La Vigne, située en zone UL d'une contenance de 3225 m² nouvellement cadastrée depuis le 13 mai 2019 n° C2025 d'une contenance de 3372 m².

Le terrain nu et non viabilisé, a fait l'objet d'un bornage et a été défriché par la commune.

A ce jour, Méduane Habitat, bailleur social, propose de mener une opération immobilière de logements en locatif social.

La commune a sollicité l'avis des Domaines pour évaluer la valeur vénale du bien. Elle a été estimée à 25.000 € HT.

A l'issue de la vente, Méduane Habitat sera propriétaire des logements et rétrocédera les espaces publics à la commune en fin d'opération.

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales encadrant la capacité d'aliéner les biens du domaine privé des communes,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- D'ACCEPTER la vente de la parcelle n°C2025 située au lieu-dit « La Vigne » 53940 Ahuillé, d'une contenance de 3372 m², auprès de Méduane Habitat pour un montant de 25.000 € hors frais de notaire, pour réaliser une opération d'environ 7 logements sociaux représentant une surface habitable globale d'environ 515 m²,
- D'INDIQUER que la viabilisation de la parcelle reste à la charge de Méduane Habitat ;
- d'AUTORISER Madame le Maire à signer tout acte, administratif ou notarié, à intervenir, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire et notamment la convention de partenariat entre la mairie et Méduane Habitat.

8- Lotissement L'Orée des champs : poursuite de la seconde tranche

Délibération n°077-2019

Madame le Maire expose,

La 1ère tranche du lotissement de l'Orée des Champs concerne actuellement 30 parcelles dont 20 actes de ventes ont été signés et 5 autres terrains sont réservés.

Ce lotissement a déjà permis à 20 nouvelles familles de venir s'installer à Ahuillé dont principalement des jeunes couples propriétaires occupants provenant pour 75% d'entre eux d'une autre commune de Laval agglomération.

Dans la continuité de cette première opération, PROVICIS OUEST, promoteur immobilier en charge de la 1^{ère} tranche, a sollicité par courrier reçu le 11 septembre dernier, le prolongement de la collaboration et a manifesté son vif intérêt pour la réalisation de la seconde tranche dont le calendrier prévisionnel pourrait être :

- Novembre 2019 : signature d'une promesse de vente du terrain
- Janvier 2020 : dépôt du permis d'aménager
- Mars 2020 : lancement de la commercialisation
- Novembre 2020 : réitération de l'acte de vente
- Janvier 2021 : démarrage des travaux de viabilisation
- Septembre 2021 : dépôt des permis de construire

Madame le Maire présente les opportunités de poursuivre l'opération avec Procivis-Ouest:

- Continuité du rythme de commercialisation
- Suspension du paiement auprès de PROCIVIS de la quote-part des travaux de la 1^{ère} tranche incombant à la commune (environ 60.000 € - recalcul à effectuer)
- Apport de trésorerie avec la revente du terrain (environ 155.000 €)

et fait part également des freins à poursuivre l'opération par la commune :

- Le lancement d'un investissement important en fin de mandat immobilisant la capacité financière de la commune
- Délai pour le lancement d'une maîtrise d'œuvre (marché public)
- Gestion du permis d'aménager
- Risque de non-obtention d'un prêt auprès d'une banque
- Manque de ressources internes pour commercialiser les parcelles
- Risque d'allongement du délai de réalisation

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales encadrant la capacité d'aliéner les biens du domaine privé des communes,

Tenant compte du contexte actuel favorable à la construction, et après s'être fait présenter les opportunités et les freins à la poursuite du projet et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 9 voix pour, 0 abstention et 2 voix contre, DECIDE :

- D'ACCEPTER la proposition de PROCIVIS OUEST de poursuivre l'opération engagée au lotissement de l'Orée des champs en procédant à la réalisation de la seconde tranche (environ 40 parcelles) dont le calendrier prévisionnel permettrait un dépôt des permis de construire en septembre 2021,
- d'AUTORISER Madame le Maire à signer toutes pièces matérialisant les présentes décisions.

9- Convention avec le département relative à l'aménagement de plateaux, bordures, de parkings et chicanes dans l'emprise des RD 251 et 545 sur la commune d'Ahuillé

Délibération n°078-2019

Madame le Maire propose d'ajouter ce point à l'ordre du jour. Le Conseil municipal accepte à l'unanimité.

Dans le cadre des travaux en cours pour l'aménagement des routes départementales Jean-Baptiste Robin (RD 251) et Georges Landais (RD 545), le Département de la Mayenne a autorisé la commune d'Ahuillé à réaliser des aménagements.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 3211-2 et L 3213-3 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L 2125-1 ;

Vu le Règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du 30 septembre 2016 ;

Une convention matérialisant les engagements des deux parties est nécessaire afin de définir les dispositions à convenir entre les deux collectivités et notamment les conditions d'entretien, de gestion et de domanialité de l'aménagement.

Les aménagements concernés par la convention sont :

Rue Jean-Baptiste Robin (RD 251)

- Création de trottoirs avec aménagement de bordures ;
- Aménagement d'une chicane ;
- Réalisation d'un plateau surélevé.

Rue Georges Landais (RD 545)

- Réalisation d'un plateau ;
- Aménagement de parkings longitudinaux.

La commune finance les travaux d'aménagement.

Le département assumera la charge d'entretien des chaussées des RD 251 et 545 dans l'emprise du projet.

La commune veillera au bon entretien des ouvrages dont elle assumera la charge selon la convention proposée.

Aucun démarrage de travaux ne peut être autorisé avant validation et signature de cette convention. Une permission de voirie autorisant la commune d'Ahuillé à intervenir sera délivrée à la suite de la signature de la convention par la Direction des infrastructures/Agence technique départementale Centre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- D'ACCEPTER les termes de la convention à intervenir avec le Département de la Mayenne pour définir les conditions d'entretien, de gestion et de domanialité de l'aménagement des RD 251 et 545 réalisés par la commune d'Ahuillé,
- d'AUTORISER Madame le Maire à signer ladite convention.

10- Rétrocession des espaces communs du lotissement de la Pincerie

Décision reportée au prochain conseil municipal faute d'éléments suffisants.

11- Décharge publique : délibération autorisant le Maire à consulter des bureaux d'études dans le domaine des sites et sols pollués et à signer le devis

Délibération n°079-2019

Madame le Maire expose,

Suite à la découverte de la décharge publique, la DREAL a fait part des préconisations suivantes :

- Le site en question n'était pas recensé dans les bases de données recensant les sites et sols pollués et les activités susceptibles d'avoir pollué l'environnement (BASIAS et BASOL).
- Il semble important de définir le périmètre de l'ancienne décharge pour enclencher par la suite la mise en place d'un secteur d'information sur les sols (SIS).
- Une première vague de mise en place des SIS est en cours dans le département de la Mayenne (publication fin d'année 2019). Le recensement des parcelles concernées sera possible dans le cadre d'une prochaine mise à jour de la liste des SIS.
- Une liste de bureaux d'études certifiés dans le domaine des sites et sols a été transmise. Le site n'étant pas à ce stade recensé comme SIS, il n'est pas obligatoire de faire appel à un bureaux d'études de cette liste, qui est simplement indicative.
- Les éventuelles recommandations sanitaires dans l'attente des investigations relèvent plutôt des services de l'ARS.

Le 13 septembre, le bureau d'études HPC-ENVIROTEC est venu visiter les lieux en vue de la détermination de l'emprise de l'ancienne décharge et de la qualité des milieux (sol / air du sol, eaux souterraines), au potentiel dégazage au droit du site localisé Rue du Souvenir.

Afin de pouvoir dimensionner la prestation un premier devis a été établi à partir de la visite réalisée permettant d'obtenir une estimation financière et un délai de réalisation.

Les premières estimations de travaux étant inférieures au seuil de 25 000€ HT, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Madame le Maire à procéder à une consultation de bureaux d'études afin de déterminer l'emprise de l'ancienne décharge et de mesurer la qualité des milieux.

Madame le Maire recherche en parallèle des subventions notamment auprès du Conseil Régional.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- D'ACCEPTER de lancer la consultation, conformément à l'article R2122-8 du code de la commande publique, pour déterminer l'emprise de l'ancienne décharge et mesurer la qualité des milieux (sol, air, eaux superficielles et eaux souterraines en option).
- D'AUTORISER Madame le Maire à retenir le candidat présentant la prestation la plus adéquate (contenu et prix) et à signer le devis correspondant à ladite prestation.

12- Parc informatique de la mairie – diagnostic des postes informatiques

Délibération n°080-2019

Sur présentation de Monsieur Olivier RICOU, 1^{er} adjoint,

Deux offres pour la mise en place d'un contrat de maintenance pour le parc informatique de l'ensemble des services de la mairie ont été reçues et sont présentées.

La mise en place d'un contrat de maintenance se justifie afin d'assurer un meilleur service aux agents dans l'exercice de leurs fonctions en bénéficiant d'un interlocuteur dédié permettant un dépannage rapide.

Il est cependant soulevé les dysfonctionnements nombreux des postes informatiques actuellement qui ne sauraient être résolus par la seule mise en place d'une maintenance, la solution étant peut-être à envisager dans le renouvellement de certains matériels.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE :

- DE REPORTER la mise en place d'un contrat de maintenance pour le parc informatique,
- DE FAIRE l'inventaire des postes informatiques (date d'acquisition notamment),
- DE SOLLICITER le service de Laval agglomération afin d'élaborer un diagnostic préalable des postes informatiques présentant des dysfonctionnements afin de mieux identifier les actions à mettre en place,
- D'ENGAGER les actions identifiées et notamment, si le besoin se justifie, le remplacement d'un poste informatique d'ici la fin d'année, sous réserve de bénéficier des crédits suffisants,
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer tous documents matérialisant les présentes décisions.

13- BUDGET 2019-BUDGET PRINCIPAL : décision modificative n°3

Délibération n°081-2019

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de prendre une décision modificative au budget principal 2019 afin de procéder au mandatement d'une facture relative au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), auquel la commune est à la fois bénéficiaire et contributrice. Cette participation à verser s'élève à 1859€ TTC.

La prévision budgétaire 2019 pour le FPIC s'élève à 539€. Lors de la préparation du budget, les montants estimatifs communiqués étaient moins élevés. Suite à la communication du montant définitif, il manque au budget la somme de 1400 € afin de payer les 1859 €.

Aussi, il est nécessaire de prévoir une décision modificative afin de procéder à l'établissement du mandat, faute de crédits budgétaires suffisants.

Madame le Maire présente la décision modificative (DM) n°3, comme suit :

Opération/ Chapitre	Article budgétaire	Montant €	Solde disponible avant DM €	Solde disponible après DM €	Dénomination
Chapitre 022		-1400	25 000	23 600	Dépenses imprévues
73 – IMPÔTS ET TAXES	739223	+1400	539	1939	Fond péréquation FPIC

Après avoir entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, décide :

- D'AUTORISER Madame le Maire à effectuer les modifications budgétaires comme suit :

Opération/ Chapitre	Article budgétaire	Montant €	Solde disponible avant DM €	Solde disponible après DM €	Dénomination
Chapitre 022		-1400	25 000	23 600	Dépenses imprévues
73 – IMPÔTS ET TAXES	739223	+1400	539	1939	Fond péréquation FPIC

- D'AUTORISER Madame le Maire à signer tous documents s'y afférents.

14- Point d'informations rentrée scolaire 2019-2020

Nadège CHESNEAU, adjointe à l'enfance-jeunesse, rapporte :

Evolution des effectifs des écoles

Les effectifs cumulés des écoles d'Ahuillé sont en baisses, mais il est attendu une hausse du fait de l'installation de nouvelles familles (nouveau lotissement).

effectifs écoles	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Sainte Marie	90	88	77
Suzanne Sens	124	117	124
	214	205	201

Il est à noter que les effectifs de cette année prennent seulement en compte les inscriptions de septembre et non celles sur l'année complète car comme chaque année, de nouvelles inscriptions en janvier sont à prévoir.

Evolution de la présence des enfants aux accueils de loisirs

a) Accueil du matin

Alors que les effectifs étaient stables entre 2017 et 2018, la tendance pour cette rentrée est à l'augmentation de la fréquentation du service périscolaire du matin.

b) Accueil du soir

Les effectifs sur les deux années passées étaient similaires. La fréquentation en ce début d'année est en augmentation.

Malgré la baisse des effectifs des écoles, ceux des accueils du matin et du soir sont en augmentation, ceci pour plusieurs raisons :

- Nouvelles familles résidentes,
- Nouvelles inscriptions, effectifs plus jeunes,
- Nouveaux besoins des familles.

Il est également à noter que la demande des familles est différente de l'année passée. En effet, les enfants arrivent plus tôt, et partent plus tardivement.

c) Le mercredi

Les effectifs des mercredis ont la même tendance que pour l'accueil du matin et du soir à savoir une augmentation avec également un accueil plus tôt et un départ plus tardif des enfants.

Compte tenu des fluctuations d'effectifs et afin de se donner du temps pour confirmer la tendance, il est demandé aux responsables de service de privilégier dans un premier temps une réorganisation en interne pour assurer l'encadrement des différentes périodes d'activités. Un travail sur l'organisation des services pourrait être envisagé avec un accompagnement extérieur.

15- Informations diverses

- **Projet label « Terre de jeux 2024 »** présenté par Roger BOILEAU, adjoint vie associative. Le département se mobilise pour rechercher des centres de préparation d'entraînement en amont des Jeux Olympiques 2024. L'espace Mayenne et la salle d'escalade sont au centre du projet.
- **Présentation de l'association LE REFUGE** qui agit contre l'isolement des jeunes en proposant des hébergements temporaires et un accompagnement psychologique et social des jeunes victimes d'homophobie et transphobie (ligne d'urgence 24h/24h : 06 31 59 69 50).

AGENDA :

- 27/09 : inauguration du lotissement l'Orée des Champs,
- 28/09 : Journée citoyenne

Fin de la séance : 23h50

RECAPITULATIF DES DELIBERATIONS ADOPTEES
Séance du 26 SEPTEMBRE 2019

Délibération n° 071-2019 – Création de deux postes non permanents à temps non complet d'agent d'animation et d'agent d'entretien polyvalent, pour un accroissement temporaire d'activité

Délibération n° 072-2019 – Délibération de principe autorisant le recrutement d'un agent contractuel pour le remplacement temporaire d'un agent titulaire ou d'un agent contractuel absent

Délibération n° 073-2019 – PROJET de délibération portant création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Délibération n° 074-2019 – Désignation d'un coordonnateur communal du recensement de la population

Délibération n° 075-2019 – Remboursement de frais de déplacement à Pauline Landais, membre de l'association CEA

Délibération n° 042-2019 RECTIFICATIF – Modification de la période d'exécution de la mission de service civique

Délibération n° 076-2019 – Cession d'un terrain nu « les Vignes » à Méduane Habitat

Délibération n° 077-2019 – Lotissement L'Orée des champs : poursuite de la seconde tranche

Délibération n° 078-2019 – Convention avec le département relative à l'aménagement de plateaux, bordures, de parkings et chicanes dans l'emprise des RD 251 et 545 sur la commune d'Ahuillé

Délibération n° 079-2019 – Décharge publique : délibération autorisant le Maire à consulter des bureaux d'études dans le domaine des sites et sols pollués et à signer le devis

Délibération n° 080-2019 – Parc informatique de la mairie – diagnostic des postes informatiques

Délibération n° 081-2019 – BUDGET 2019-BUDGET PRINCIPAL : décision modificative n°3

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL D'AHUILLE
DU 26 SEPTEMBRE 2019**

Délibérations prises de
n°071 à 081/2019

NOM	PRENOM	SIGNATURE
Christelle	REILLON	
Olivier	RICOU	
Nadège	CHESNEAU	
Sylvie	LANDELLE	
Roger	BOILEAU	
Maurice	AUBRY	
Agnès	PLANCHARD	
Myriam	COUSIN- MANCEAU	
Ellen	BARBEDETTE- RAVE	
Claudius	BROCHARD	
Laurent	AILLERIE	
Géraldine	BRICIER	Pouvoir
Maud	VINCHON- FAUCHER	Excusée
Damien	GUERET	Pouvoir